

Ralentissement de la croissance chez nos voisins

En Allemagne et en Suisse, le ralentissement de la croissance a été marqué en 2008. Amorcé dès avril, il aboutit à un repli global en fin d'année. Il en résulte sur l'année 2008 une croissance moitié moindre qu'en 2007.

Le produit intérieur brut (PIB) allemand affiche une croissance en volume de 1,3 % : c'est certes moitié moins qu'en 2007, mais c'est plus que la moyenne de l'Union européenne et de ses principaux pays, c'est aussi plus que les États-Unis et le Japon.

Les principaux agrégats qui constituent la valeur ajoutée brute ont tous continué de croître, mais avec une ampleur réduite par rapport à 2007 pour l'industrie manufacturière (hormis BTP), les activités financières, l'immobilier, la location et les services aux entreprises, lesquels représentent en tout 55 % de l'activité économique totale. Seuls le secteur primaire et le BTP affichent une meilleure progression que l'année précédente.

Le seuil des 40 millions d'emplois salariés et non-salariés a été dépassé

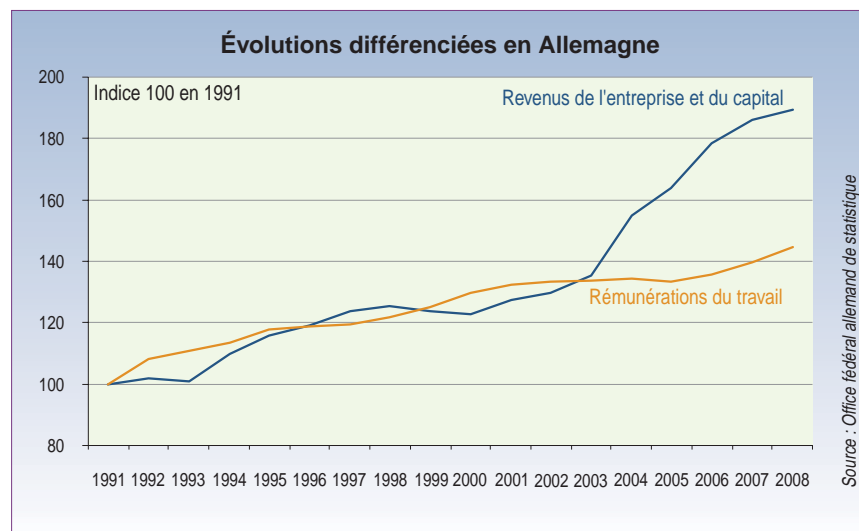
en 2008, et ce pour la première fois depuis la réunification. Ces emplois sont en hausse de 1,5 % par rapport à 2007. Ceci s'accompagne d'une baisse du taux de chômage à 7,2 %, malgré une stagnation du nombre d'heures travaillées par emploi, corrélée à un léger recul (pour la première fois depuis 1992) de la productivité.

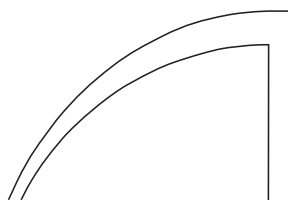
2008 est marqué par la concomitance d'un affaiblissement de la demande extérieure et de la poursuite de la tendance de l'économie allemande à importer. Le résultat est une hausse des importations (+5,2 %) plus forte que celle des exportations (+3,9 %). C'est donc la demande interne qui a contribué à l'augmentation du PIB, et avant tout les investissements dont l'évolution globale (+6,1 %) a dépassé celle de 2007 (+5 %). La consommation a crû de

moins de 1 % : hors culture et loisirs, la consommation privée a stagné, reculant même dans l'alimentation, les transports et les communications, alors que la consommation publique augmentait.

Le revenu national a progressé de 2,9 % pour atteindre 1 880 milliards d'euros. Contrairement aux années 2004-2007, les revenus de l'entreprise et du capital n'en ont pas tiré la plus grande part, augmentant seulement de 1,7 %, contre 3,6 % pour les rémunérations du travail.

Les salaires et traitements bruts ont progressé de 3,9 %, taux le plus élevé depuis 1992 et qui combine autant l'essor des salaires que celui du nombre d'emplois. Toutefois, le salariat a subi des augmentations notables d'impôt (5,9 %) et de cotisations sociales (5,2 %), ramenant





cette progression en net à 3 %. Avec un nombre de salariés en hausse (+1,6 %), les salaires et traitements moyens ont augmenté de 2,3 % en brut et de 1,4 % en net, soit les plus fortes hausses depuis 1995 et 2004 respectivement. Les coûts salariaux (+2,1 %) n'ont jamais autant crû depuis le milieu des années quatre-vingt-dix.

Les ménages disposent en 2008 d'un revenu de 1 553 milliards d'euros, soit +2,6 % par rapport à 2007. Du fait de cette augmentation, légèrement supérieure à celle de la consommation, l'épargne des ménages a atteint 11,4 %, un record depuis 1994. L'indice des prix à la consommation (2,6 %) est le plus élevé depuis 14 ans et a atteint un pic de 3,3 % au milieu de l'année. Cette alternance hausse-baisse provient de l'évolution des prix de quelques produits alimentaires, mais surtout des produits pétroliers. Le déficit du secteur public s'est élevé à 0,1 % du PIB en 2008.

Une croissance due au tertiaire en Rhénanie-Palatinat

La croissance économique en Rhénanie-Palatinat a affiché +1,2 % en 2008, soit pratiquement celle de la République fédérale. L'industrie, qui à mi-parcours avait crû de 4,1 % et comptait pour 40 % de la croissance, n'y a finalement contribué que pour 14 % en enregistrant un plus de 0,7 %. Tout au contraire du BTP et du secteur primaire, qui ont respectivement augmenté de 3,5 % et de 3 %. Le secteur tertiaire, en affichant une augmentation de 1,4 % due ici plus aux secteurs des finances, de

l'immobilier et des services à l'entreprise qu'à ceux du commerce et des transports, contribue pour 70 % à la croissance.

La crise économique n'a pas encore eu d'effet sur le marché du travail : les creux conjoncturels interviennent sur une diminution de l'emploi avec quelques mois de retard.

Les emplois salariés et non salariés ont progressé de 1,3 %, soit 0,1 % de plus que le PIB, ce qui signifie donc une baisse de la productivité de la même ampleur. La Rhénanie-Palatinat continue de produire 41,3 euros par heure ouvrée, soit 0,2 % de moins en valeur réelle qu'en 2007.

Ralentissement plus marqué dans le Bade-Wurtemberg

La croissance du Bade-Wurtemberg, en 2008, a été de 0,6 %, soit la moitié de celle observée en Allemagne. Ici aussi, la croissance du premier semestre a peu à peu disparu pour aboutir à un recul de 2,7 % entre le dernier trimestre 2008 et celui de 2007. L'industrie bade-wurtembergeoise a connu, entre septembre et novembre, de sérieuses pertes dans son chiffre d'affaires, principalement avec l'étranger, entraînant un recul global de 1,3 % sur 2008. Mais, comme en Rhénanie-Palatinat, le secteur primaire et le BTP ont mieux résisté, avec des hausses respectives de leurs valeurs ajoutées de 5,4 % et 3,1 %. Le tertiaire affiche une progression (+1,7 %), tiré principalement par le commerce, les transports et le secteur financier.

La reprise économique, amorcée en 2005 et enregistrée dans les chiffres de l'emploi dès 2006, a perdu

de son ampleur durant les deux trimestres médians pour aboutir, en fin d'année, à une croissance du nombre d'emplois d'à peine plus de 1 %. Tous les signes d'un retournement de conjoncture sont là, même si le nombre de chômeurs diminuait encore au quatrième trimestre comparé à douze mois plus tôt.

Suisse : +1,6 % malgré un secteur financier en baisse

D'après les premières estimations, le PIB de la Suisse aurait augmenté de 1,6 % en valeur réelle et de 3,9 % en valeur nominale. Côté utilisations, la consommation des ménages et les exportations nettes auraient tiré le PIB à la hausse, alors que les investissements auraient eu un impact négatif. Sous l'angle de la production, la construction et surtout, après quatre années de vive expansion, le secteur dominé par les services financiers auraient enregistré un repli de leur valeur ajoutée. Mais les autres secteurs sont à la hausse, et principalement les services marchands.

Le nombre d'emplois a crû de 1,6 % en 2008, mais un changement de tendance est à prévoir.

La forte dynamique conjoncturelle du début d'année a conduit en juin à un minimum de 91 500 chômeurs, un record depuis juin 2002. Mais depuis, la tendance est à la hausse. Néanmoins, le taux de chômage (2,6 %) observé en 2008 reste inférieur à celui de 2007.

■
Sébastien CARLOTTI